M&W II: 11326

Case
FRC
17733

SOCIÉTÉ

DES AMIS DE LA LIBERTÉ ET DE L'ÉGALITÉ.

Séante aux ci-devant Jacobins St.-Honoré, à Paris.

PIECES

REMISES

AU COMITÉ DE CORRESPONDANCE, PAR LE CITOYEN DUCANGE, PATRIOTE BATAVE.

POUR le comité de correſpondance de la Société des amis de la liberté & de l'égalité, ſéante à Paris, aux Jacobins, ſuivant ſon arrêté du 6 février 1793.

LE 17 décembre 1792, le citoyen Ducange, au nom des Bataves, ſes compatriotes, comparut aux trois comités réunis de la guerre, des finances & diploma-

A

THE NEWBERRY
LIBRARY

tique, convoqués avec les ſix miniſtres. Il y détailla tous les avantages que la France retireroit de faire ſur le champ la révolution de Hollande, où la terreur étoit répandue parmi les Stadhoudériens ; il laiſſa auxdits comités des notes relatives aux forces de terre & de mer qu'on auroit à combattre, & de celles qu'il conviendroit d'y employer. Le miniſtre Lebrun prit alors à tâche de combattre les raiſons qui tendoient à effectuer la révolution de Hollande, en allégant le riſque d'une guerre avec l'Angleterre.

Dans différentes viſites que le citoyen Ducange rendit au miniſtre Lebrun, le même langage lui fut toujours tenu par le même miniſtre, qui, de plus, lui témoigna que cet empreſſement à vouloir pouſſer la révolution de Hollande, ſoit auprès de la convention nationale, ſoit auprès des jacobins, ne feroit qu'y nuire, & qu'il valoit mieux s'en rapporter aux meſures qu'il prenoit lui-même ; ce à quoi le citoyen Ducange crut devoir ſe rendre, perſuadé du civiſme du miniſtre.

Le 8 janvier, les patriotes Bataves voyant cependant que l'affaire de leur pays ne ſembloit point venir à l'ordre du jour, remirent à M. Lebrun un mémoire ſigné de neuf d'entr'eux, dont la teneur ſe trouve ci-joint, cotée A, tel qu'il a été lu hier 6, à la ſéance des jacobins. Le miniſtre Lebrun n'y fit aucune réponſe. Enfin, la convention nationale ayant déclaré la guerre au roi Georges & aux Stadhouder, les patriotes Bataves ont fait, à la barre de la convention, leur démarche du 6 février, où ils ont lu l'adreſſe cotée B, laquelle a été lue, le même jour, par eux, aux jacobins.

Au nom de ſes collègues Bataves,

DUCANGE.

Paris, ce 7 février 1793, *l'an II de la liberté & de l'égalité.*

(A)

MÉMOIRE

Remis par les patriotes Bataves, au miniſtre des affaires étrangères, le 8 janvier 1793, l'an deuxième de la république françoiſe.

Citoyen Ministre,

Vous êtes inſtruit, ainſi qne nous, que le miniſtère britannique a fait partir, le 21 du mois dernier, pluſieurs frégates & quelques bâtimens de tranſport, pour ſe rendre dans le port de Fleſſingue, où cette eſcadre eſt déjà arrivée; que de plus ce miniſtère a prévenu le Lord Auckland, à la Haye, que le manifeſte par lequel l'Angleterre déclarera la guerre à la France, eſt prêt, & qu'enfin il a fait demander au gouvernement hollandois, communication des ſignaux uſités pour l'attérage du Cap de Bonne-Eſpérance. Déjà même, les pilotes de nos côtes ont reçu les ordres relatifs au ſervice des vaiſſeaux anglois, qui ſignaleront pavillon hollandois. Cette conduite du gouvernement britannique, eſt un trait de leur politique, qui exige, ſans doute, pour l'honneur & la ſûreté de la France, des meſures réciproques.

Dans cette criſe, les patriotes Bataves vous rappellent, citoyens, les promeſſes faites depuis ſi long-temps à la Hollande, promeſſes dont l'exécution ſe trouve aujourd'hui amenée, forcée peut-être par les événemens.

Citoyen miniſtre, tout doute, tout retard ultérieur amène votre perte & la nôtre. La Hollande, unie à

l'Angleterre contre la France, détruit tout l'édifice de la liberté de cette dernière. La Hollande unie à la France par une heureuſe révolution, en affermit à jamais les baſes.

De la révolution batave dépend, pour l'avenir, & peut-être pour le préſent, l'abondance, ou la privation pour la France, des grains, des ſubſiſtances (ſource féconde de craintes & d'agitations), des chanvres & des bois de conſtruction, de tous les objets néceſſaires à la marine, & du numéraire lui-même.

Vous avez cru, citoyen miniſtre, à la neutralité angloiſe; il n'eſt plus permis de douter que le gouvernement britannique n'ait voulu marquer ſes meſures que juſqu'au moment où il ſeroit à même de les exécuter : il ſait trop (& l'Europe entière le ſait avec lui) que les provinces unies, courbées ſous le joug Anglo-Pruſſien, ſuffirent ſeules pour faire pancher la balance du côté des ennemis de la France.

Il eſt temps, citoyen miniſtre, que la nation françoiſe prenne un parti digne d'elle. Les Bataves ſont prêts; ils vous attendent. Faites un pas vers eux, dans quelques mois, peut-être, il ſera trop tard.

Nous répétons que l'intérêt direct de la France s'y trouve. Si vous ne faites pas la révolution de Hollande, bientôt tous vos moyens de ſubſiſtances vous ſeront enlevés, & l'on menera la France à la famine, à l'anarchie, à la contre-révolution.

Il eſt ſuperflu, citoyen, de nous appeſantir ſur les preuves & ſur les ſuites.

Nous ſommes prêts à fournir au conſeil exécutif, aux comités, aux généraux, tous les plans, éclairciſſemens & inſtructions locales, qui feront réuſſir cette indiſpenſable expédition, & nous leur prouverons que des forces navales redoutables, prêtes au mois de juin, *pour* ou *contre* vous, vous ouvriront ou vous fermeront les marchés importans de la Baltique.

Nous vous demandons, citoyen miniſtre, de porter

l'objet de ce mémoire à la ſérieuſe délibération du conſeil exécutif. Le temps des vains ménagemens eſt paſſé. Le miniſtère anglois ne fera que vous tromper de plus en plus. L'intérêt de la patrie parle impérieuſement : il nous dit de paſſer nous-mêmes au-deſſus de toute conſidération contraire au ſalut réuni des françois & des bataves.

Le bonheur des deux nations dépend aujourd'hui de cette déciſion ; puiſſe-t-elle fixer votre gloire !

(B)

ADRESSE

DES patriotes Bataves, lue à la barre de la Convention nationale, le 6 février 1793, l'an deuxième de la liberté & de l'égalité.

LÉGISLATEURS,

LES patriotes *Bataves* peuvent donc enfin eſpérer de voir bientôt la liberté, depuis ſi long-temps opprimée, revivre dans leur patrie. Le décret, digne de vous, rendu dans la mémorable ſéance du premier février, va décider à jamais du ſort de l'*Europe*. C'eſt un combat à mort contre tous les deſpotes ; il fixera votre place au premier rang des bienfaiteurs de l'humanité. Repréſentans du peuple, nous venons, au nom de nos concitoyens, applaudir, adhérer & concourir avec vous à la grande meſure qu'une ſublime énergie vous a dictée. Non, vous ne vous trompez pas en ſéparant la cauſe des peuples d'avec celle des tyrans qui les oppriment. Votre décret a déclaré la guerre au *Stadhouder*, c'eſt-

à-dire, à celui qui, de tout temps, s'eſt montré contraire aux intérêts de la nation *françoiſe ;* qui ; dans la guerre de l'*Amérique*, a mis en jeu toutes les intrigues pour faire échouer les vues généreuſes de la *France ;* qui a rendu inutile l'alliance conclue entre elle & notre république, enfin qui n'a épargné aucun moyen de montrer ſa haine contre les *françois*, depuis le moment où ils ont recouvré leur liberté. C'eſt avec juſtice que votre décret établit cette diſtinction entre Guillaume de Naſſau, ſes adhérens, & la ſaine partie de la nation *batave*, amie de la liberté & de l'égalité, parmi laquelle nous faiſons gloire de nous compter. Cette diſtinction équitable fait l'eſſence même de votre décret ; elle eſt pour nous le gage, non ſeulement de notre confiance, mais auſſi de toute notre gratitude.

Légiſlateurs, depuis cinq ans nous ſoupirions après cette heureux moment ; repouſſés depuis ſi longtemps par tous les genres d'ariſtocratie, l'heure eſt enfin venue, où nous pouvons marcher ſur vos traces ; où nous pouvons eſpérer qu'aucune intrigue de nos ennemis ne pourra déſormais prévaloir contre la volonté nationale. Encore quelques jours, & le ſoleil luira ſur un peuple libre de plus ; encore quelques ſemaines, & les bouches du Rhin ſeront libres comme les bouches du Rhône.

Citoyens repréſentans, le deſpotiſme eſt abattu en *France ;* dans les autres contrées ſa chûte ſe prépare, s'accélère également ; les peuples indignés s'élèvent de toutes parts contre ces dominateurs inſolens, qui avoient ſu ſe partager la terre. C'eſt à vous, c'eſt à la France qu'étoit dû le grand exemple qui affranchit les hommes.

Parlerions-nous, légiſlateurs, des avantages que la délivrance de notre patrie, rendue à ſon indépendance nationale, va procurer à votre cauſe, je me trompe, à la cauſe générale des peuples ? Nos flottes, notre numéraire, nos magaſins, nos ſoldats, nos matelots : voilà, voilà de quoi aſſurer par la ſuite vos ſuccès ;

voilà de quoi porter le déſeſpoir au ſein de ce miniſtère britannique, odieux, inſultant, qui vous joue & nous aſſervit depuis tant d'années, mais qui doit frémir aujourd'hui aux approches de ſa chûte inévitable.

Parlerons-nous de nos principes? non, citoyens repréſentans, il ne peut plus exiſter de diviſion, de ſéparation à cet égard; la liberté, l'égalité, voilà les divinités que la raiſon offre aux humains. Ce ſont les vôtres, ce ſont les nôtres, ce ſeront bientôt celles du monde entier.

Citoyens repréſentans, ſi quelques nuances ont paru diviſer les patriotes de notre pays; ſi quelque diverſité de ſentimes a pu être apperçue parmi eux, tout eſt évanoui, tous ces nuages ſont diſſipés. La grande meſure que vous avez décrétée; l'intérêt commun & ſacré de la patrie; les vaſtes lumières qui, depuis le glorieux événement du 10 août, éclaire la face de l'Europe, ont réuni parmi nous tous les eſprits; il n'eſt plus qu'un ſeul objet, qu'un ſeul ſentiment, qu'un ſeul cri: c'eſt la chûte du *deſpotiſme*, c'eſt le triomphe de la *ſainte égalité*. Nous profeſſons tous ici, avec vous, que le bonheur des hommes tient à ce principe irréfragable: que tout doit diſparoître devant cette éternelle vérité. Nous rejettons de notre ſein, nous prononçons anathême contre tout ce qui pourroit déſormais s'en écarter; & les *Bataves* régénérés, ſe glorifiant de deſcendre des gueux du ſeizième ſiècle, ſe montreront dignes de marcher ſous la bannière des droits de l'homme, avec les ſans-culottes de *Walmi* & de *Jemmape*.

Légiſlateurs, il eſt des renſeignemens de la plus haute importance, utiles au ſuccès de la juſte guerre que vous avez déclarée; la prudence ne nous permet pas de les dévoiler publiquement; nous demandons à les communiquer à vos comités.

Signés LES PATRIOTES BATAVES.

Séance du 6 février.

Le citoyen Julien, député de Toulouſe, préſident, a répondu à la députation hollandoiſe :

Généreux Bataves,

« Nous applaudiſſons avec tranſport aux ſentimens « que vous venez d'exprimer, & nous les partageons » tous ; aucun n'eſt étranger à nos cœurs. Comme vous, » nous chériſſons la liberté & les hommes : nos bras » ſont armés pour aſſurer la conquête de la première, » & pour en faire goûter les fruits à tous les peuples ; » & unis à ceux-ci par les liens d'une douce philantropie, » nous ſerons toujours prêts à verſer notre ſang & nos » tréſors, pour les aider à briſer leurs fers & à ren- » verſer cette idole fantaſtique des grandeurs, qu'eux » & nous avons trop long-temps encenſée.

» Vous voulez être libres, vous le ſerez ; vos vœux » ſeront bientôt remplis : la conquête de la Hollande « n'eſt pas auſſi éloigné que la ligue des deſpotes » mutinés pourroit le penſer ; l'heure de l'affran- » chiſſement des nations a ſonné ſur l'Europe, & » les tyrans en ont frémi. Bientôt nos armées victo- » rieuſes iront, en dépit des flots ſuſpendus ſur leurs » têtes, planter, ſur les digues de la Hollande, le » drapeau tricolore ; bientôt le Stadhouder, épouvanté » à l'aſpect de nos légions guerrières, fuira dans le » fond des marais de la Zelande, & là il offrira à ſes » pareils le mépriſable ſpectacle, & du ſort qui les attend, « & d'un oppreſſeur des peuples renverſé de ſon piédeſtal, » & tombé dans la boue.

» Hâtons, par nos vœux & par nos efforts communs,

» la chûte des tyrans & la régénération de l'eſpèce humaine trop long-temps avilie : préparez, par des « écrits lumineux, l'opinion publique en Hollande ; diſpoſez les patriotes bataves à recevoir fraternellement » nos généreux défenſeurs armés pour la plus belle des » cauſes : qu'une tendre hoſpitalité ſoit la récompenſe » de tant de ſacrifices qu'elle néceſſite, & , qu'unis » par un intérêt commun, ils partagent les mêmes » périls & la même gloire.

» Les offres généreuſes que vous nous faites, nous » pénêtrent d'une juſte reconnoiſſance. Ce n'eſt ni la » ſoif de l'or, ni celle des conquêtes, qui nous font » voler en Hollande, mais le plaiſir plus pur de propager l'évangile des nations, les principes d'union » & de fraternité qui bientôt ne feront de tous les » peuples qu'une même famille : c'eſt moins, nous » vous le répétons, l'or des Bataves que nous ambitionnons, que l'avantage inappréciable de répandre » ſur un peuple eſclave, foulé, depuis Philippe II, ſous » les pas d'un inſolent Stadhouder, les bienfaits de la » philoſophie & de la liberté, bienfaits ſans leſquels les » richeſſes même ne ſont que des calamités publiques. » Jurez comme nous, & avec nous, une haîne éternelle aux tyrans, & vous ſerez dignes de la liberté » que nous avons conquiſe ».

DISCOURS D'OSWALD, ANGLO-FRANC.

RÉPUBLICAINS,

JE vais vous entretenir, pour quelques momens, ſur une affaire importante, c'eſt-à-dire, les moyens de faire la guerre au deſpote de l'Angleterre. Mais, auparavant de parler de démarches propres à ſuivre dans cette guerre, il eſt néceſſaire de conſtater la diſpoſition d'eſprit du peuple anglois, & les circonſtances dans leſquelles ſe trouve aujourd'hui la cour de Londres.

Les journaux anglois (qui ſont tous payés à-peu-près comme les journaux de Paris) vous diſent que le peuple britannique déteſte la révolution françoiſe; qu'il regarde avec horreur l'acte de juſtice exercé ſur la tête coupable de Louis le dernier, & enfin qu'il a réſolu de venger ſa mort.

Cette étrange hiſtoire eſt répétée, avec beaucoup d'exagération, par le Patriote françois, le Courier des départemens & leurs confrères.

Je ne ſais pas, je vous l'avoue, lequel il faut admirer le plus, ou l'impudeur de ceux qui débitent cette hiſtoire, ou la crédulité monſtrueuſe de ceux qui la croient. Quoi! une nation change-t-elle, tout d'un coup, ſon caractère! Quoi! le peuple anglois, imbu depuis l'âge

le plus tendre, d'une haîne indomptable pour le *grand monarque*, par quel charme magique eſt-il devenu ſubitement le fauteur du deſpote & le vengeur de ſa mort! Dans toutes les guerres antécédentes entre la France & l'Angleterre, c'étoit toujours la haîne du deſpotiſme qui faiſoit agir les Anglois ſans-culottes. Le grand monarque vous prépare des chaînes, diſoit-on au peuple; le deſpote de la France lance contre vous ſes *batteaux plats;* il aſſemble, pour vous envahir, ſes hordes d'eſclaves; &, tout de ſuite, le peuple anglois couroit à ſes flottes & verſoit ſon ſang avec une généroſité vraiment ſans-culotte, pour venger des atteintes portées à ce qu'il croit ſa liberté, tandis qu'il n'étoit, hélas! pour la plupart, que l'aveugle inſtrument pour aſſouvir l'ambition de quelque miniſtre avide, ou pour ſervir le mépriſable trafic de quelques vils accapareurs.

Mais, aujourd'hui, tout d'un coup, la ſcène change; & au lieu d'un peuple ennemi juré de tyrans, on nous repréſente les Anglois tout prêts à verſer leur ſang ſur le cadavre de Louis Capet, comme ces vils gladiateurs romains qui ſe diſputoient l'honneur de s'immoler ſur le tombeau de leurs maîtres. Les ſans-culottes anglois, à ce qu'on nous dit, brûlent de combattre, non pas contre le grand monarque pour avoir attenté à leur liberté, mais contre les ſans-culottes françois, leurs frères, pour avoir renverſé ſon trône & tranché ſa tête coupable! Celui qui peut digérer une telle abſurdité, peut croire auſſi que la Tamiſe remonte à ſa ſource, & que le dôme de Saint-Paul ſe balance dans l'air, comme le tombeau de Mahomet.

Mais encore, ſi la cour de Londres eſt parvneue, comme on vous le dit, à faire participer au peuple ſes fureurs royales, pourquoi fortifie-t-on la tour de Londres? pourquoi renforce-t-on la garde de la banque? eſt-ce que la cour craint que les émiſſaires du club des jacobins viennent, pendant la nuit, les ſurprendre par un coup de main? Une telle entrepriſe

ſera trop ridicule, ſurtout ſi le peuple eſt du côté de la cour. Craint-on donc quelque faction dans la chambre haute ? tous les nobles ſont proſternés aux pieds du monarque. Craint-on la chambre des communes ? tous les honorables membres ſont dévoués au ſyſtême d'abus qui les engraiſſe : enfin les nobles, les riches, les prêtres, les accapareurs ſont tous du côté de la cour. Quel eſt donc l'objet de leurs frayeurs ? La réponſe eſt facile : c'eſt le peuple, c'eſt les ſans-culottes qui, bien loin de partager les fureurs royales de la cour, n'attendent que le moment favorable pour ſecouer le joug qui les opprime.

Mais, non-ſeulement le peuple anglois déteſte la guerre que la cour de Londres a ſuſcitée ; les ariſtocrates même la craignent & l'abhorrent. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à lire les journaux anglois, & ſurtout le *Morning-Chronicle*, qui, tout en briſſotant contre la dernière époque de la révolution françoiſe, ne laiſſe cependant de réclamer, avec force, contre la guerre qu'il regarde comme un moyen sûr d'inoculer, chez le peuple anglois, la rage des françois régicides.

Pourquoi donc, me dira-t-on, les journaux de Paris, qui ont de bonnes relations avec l'Angleterre, nous diſent-ils que la nation angloiſe conſpire unanimement, avec la cour de Londres, contre le peuple françois ? Je vais vous en expliquer les motifs. Les intrigans, comme vous le ſavez, vouloient, à tout prix, ſe ménager Louis Capet, parceque, dans le jeu d'intrigue, un roi eſt une carte dont on peut toujours tirer grand profit. Par le moyen d'un roi on fait & on défait les miniſtres, les généraux ; par le moyen d'un roi, auſſi, on peut tourner de qnel côté qu'on voudra, & tranſiger toujours avec avantage. Afin qu'on ne diſe pas que je calomnie ces meſſieurs, je vais vons citer le naïf aveu de l'aimable Gorſas ; le voici :

« Quand le ſupplice de Louis n'occaſionneroit que la mort d'un homme de plus, ce motif n'étoit-il pas ſuffiſant pour le garder en ôtage. Que feront les tyrans de l'Europe, ſi malheureuſement ils viennent à bout de leurs

deſſeins ? à quel prix obtiendrons-nous la paix ? à quelle condition ? hélas ! à la condition de recevoir les loix de la tyrannie, ſans même avoir le choix du tyran ? ». — *Courier des départemens, ſamedi février 2.*

Vous voyez donc que, ſi on ne péut plus compoſer avec les principes ; que ſi on ne peut plus tranſiger avec les deſpotes de Pruſſe, d'Autriche & de Londres, ce n'eſt pas la faute de Gorſas & ſes honnêtes collègues.

Mais, pour revenir à mon objet, ces meſſieurs ont cru ſauver Louis Capet, en faiſant peur par les récits exagérés de préparatifs de guerre, faits par les puiſſances coaliſées pour venger la mort du tyran. L'Angleterre ſurtout devroit jouer un grand rôle dans la conſpiration royale. Les intrigans avoient encore un autre but, en étalant avec oſtentation les préparatifs hoſtiles de la cour de Londres : ils eſpéroient, par la crainte d'une guerre ſanglante avec l'Angleterre, forcer l'aſſemblée nationale d'accepter, comme l'alternative, une alliance avec le gouvernement britannique. Cette conſpiration infâme, qui riveroit pour jamais les chaînes de la nation angloiſe, & arrêteroit en même-temps, chez le peuple françois, le progrès de l'eſprit public, ſe tramoit entre Briſſot, d'un côté, & Fox de l'autre. Fox, jongleur célèbre dans la chambre des communes, eſpéroit alors de culbuter le miniſtre Pitt, & de partager avec la horde des biribiſtes qui l'entourent, & la canaille littéraire à ſa ſuite, les dépouilles du peuple, & le ſang exprimé de ſa misère. J'ai dévoilé cette intrigue, il y a quatre mois, à pluſieurs députés de l'aſſemblée nationale : un membre s'eſt chargé de la dénoncer dans la convention, & de mettre en mouvement d'autres meſures qui auroient déjà peut-être opéré la révolution d'Angleterre. J'avois la douleur de voir ce député tomber dans les filets de la faction Briſſot ; & non-ſeulement il n'a pas dénoncé le fait dont il s'agit, mais encore il s'eſt oppoſé depuis, avec toute ſa force, à ce qu'on le dénonçât.

Cependant, la révolution marche avec une force im-

pulſive que rien ne peut arrêter. La tête de Louis Capet ne remontera plus ſur ſes épaules, & la guerre (malgré toutes les ſourdes menées d'intrigans) la guerre va briſer tous les reſſorts de leurs projets perfides. La mort de Capet a conſterné les ariſtocrates anglois : un milord, qui s'appèle Landſdown, s'eſt plaint amèrement, dans le parlement, de ce que le miniſtère anglois n'avoit pas aſſez dépenſé d'argent pour ſauver le roi ; avec quelques milliards de plus, dit-il, diſtribués à propos, on auroit ſauvé l'infortuné monarque. Vous voyez donc combien il importe à la ſûreté de la république de détruire une cour corruptrice & voiſine, qui envoie des milliards pour corrompre vos légiſlateurs & vos miniſtres.

Il paroît cependant que, malgré la ruine de leurs projets, les intrigans anglois ſont très-contens des ſervices rendus par leurs frères de métier en France. On a beaucoup vanté les talens de Briſſot dans la chambre des communes : les milords auſſi, dans la chambre haute, s'extaſient ſur les talens de Briſſot. Briſſot, de ſon côté, élève au ciel les talens & l'éloquence des milords anglois ; & cette douce réciprocité d'adulation entre les milords anglois & le milord Briſſot, va parfumer tous les journaux, & même encenſer les pages de l'hiſtoire.

Je viens maintenant aux moyens de faire la guerre au deſpote de Londres. On vous a propoſé de lui faire la guerre dans l'Amérique, aux grandes Indes, en Irlande, en Ecoſſe. Or, il n'y a pas le ſens commun dans tout cela : le deſpote, qu'il faut renverſer, n'eſt ni en Ecoſſe, ni en Irlande, ni dans l'Amérique, ni aux grandes Indes ; pour le frapper, vous n'avez qu'à allonger un peu le bras, il eſt, pour ainſi-dire, à quatre pas de vous ; il eſt à Londres. C'eſt à Londres qu'il faut l'attaquer ; c'eſt à Londres, au milieu d'une population immenſe, opprimée, malheureuſe, agitée, qu'il ſera très facile de renverſer le tyran. Je vous propoſe, pour opérer cette heureuſe révolution, les meſures ſuivantes :

1° De compoſer votre conſeil exécutif de vrais ſans-

culottes, d'hommes à caractère, & ſurtout d'en chaſſer tous les amis des milords;

2°. De faire une invitation à tous les officiers & matelots anglois, & d'offrir une gratification convenable à tous ceux d'entr'eux qui voudroient ſervir la cauſe de la liberté & de l'égalité;

3°. De mûrir & d'organiſer, le plutôt poſſibe, l'inſurrection à Londres, ce qui eſt très-facile, comme je l'ai déja dit, a un miniſtère vraiement révolutionnaire;

4°. D'accompagner cette inſurrection d'une deſcente amicale de ſoixante mille ſans-culottes qui marcheront tout droit à Londres, pour aider leurs frères les ſans-culottes anglois, à achever la révolution de la Grande-Bretagne.

Par ces moyens, la révolution angloiſe s'accomplira d'ici en trois mois au plus tard : Georges le ſanguinaire ſubira bientôt le ſort de Louis le traître, & bientôt le bras robuſte de la révolution traînera à la lanterne inévitable les mangeurs d'hommes, les oppreſſeurs du peuple. Alors, la France & l'Angleterre ne formeront qu'une ſeule république, & le peuple Anglo-franc perdra tout eſprit de corps & toute diſtinction locale dans le titre ſublime de PEUPLE LIBRE-FRÈRE.

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL.

La Société, dans ſa ſéance du 4 février 1793, l'an deuxième de la républiquefrançoiſe, a arrêté l'impreſſion des pièces ci-jointes, & leur envoi aux ſociétés avec qui elle fraterniſe.

MAURE, l'aîné, député, *préſident.*

F. DESFIEUX, *vice-préſident.*

JULIEN, DROUFT, députés; MJTTIÉ . fils; AUVREST. LASLIN, JAMES, *ſecrétaires.*

De l'Imprimerie de L. POTIER DE LILLE, rne Favart, N° 5

867